

**POUR LE MAINTIEN DES 8 HOPITAUX
DE SEINE- ET-MARNE
COMME HOPITAUX PUBLICS DE PLEIN EXERCICE AVEC
L'ENSEMBLE DE LEURS SERVICES ET DE LEURS MOYENS
NON A LA PRIVATISATION, NON A LA COMPLEMENTARITE**

MANIFESTATION

SAMEDI 6 AVRIL 11H Place St Jean à Melun

Informé de l'appel commun à manifester du Comité de Défense de l'hôpital de Melun, du Comité de Melun du Parti Ouvrier Indépendant, et de la section PCF de l'agglomération melunaise sur les mots d'ordre :

- *Non à la privatisation - Oui à l'hôpital 100% public*
- *Non à la complémentarité - Oui au maintien et à la création de tous les services, tous les lits, tous les postes nécessaires*
- *Abrogation de la loi Bachelot (HPST : « Hôpital – Patients – Santé – Territoire »)*
- *Création d'un CHU (centre hospitalier universitaire)*

Compte tenu de la situation dans l'ensemble des hôpitaux du département, des luttes qui s'y mènent contre un même plan de démantèlement, le comité départemental 77 du POI a décidé d'appeler l'ensemble de la population de Seine- et-Marne à participer à cette manifestation.

La situation est la même dans tout le département

En application de la loi HPST, dite loi Bachelot, l'Agence Régionale de Santé (ARS) poursuit au nom de la réduction des dépenses de santé, les plans mis en place sous Sarkozy :

Faire passer de 8 à 1 le nombre d'hôpitaux de proximité de plein exercice dans le département.

Partout dans le département : mise en « déficit » des hôpitaux par la tarification à l'acte, fermeture ou transfert de services vers d'autres hôpitaux. C'est un enchaînement sur fond de recherche de complémentarité permettant d'économiser matériels et personnels. Dans ces regroupements l'ARS entend mettre en place des « plates-formes public-privé » livrant à la privatisation des pans entiers de l'hôpital public.

Sous couvert de complémentarité des 4 hôpitaux du sud de la Seine-et-Marne, l'ARS engage la fermeture des services « doublons » pour vider les établissements de leurs activités et en transférer l'essentiel sur l'Hôpital Sud Francilien (à Corbeil).

Dans le nord du département, l'ARS a engagé la constitution du Groupe hospitalier de l'Est Francilien sur le nouvel hôpital de Jossigny amenant à terme la disparition des Centres hospitaliers de Lagny, Meaux et Coulommiers.

Comme l'illustre la situation de l'hôpital de Nemours*, partout les annonces de constructions ou reconstructions d'établissements ne voient pas le jour, partout ce ne sont que fermetures, suppressions, destructions.

D'où cela vient-il ?

Toutes ces mesures n'ont aucune raison médicale, elles sont uniquement la conséquence des coupes budgétaires successives faites au nom du remboursement de la dette.

Le 30 avril, le gouvernement français doit présenter aux autorités de Bruxelles son « programme de stabilité » sous peine des sanctions prévues par le traité TSCG !

Dans le cadre de ce traité, le gouvernement Hollande-Ayrault doit, en application de la procédure dite de « déficit excessif », accélérer les contre-réformes. La contre-réforme des retraites, celle de la Sécurité Sociale en préparation en font partie.

Pour les mêmes raisons, le projet de loi de flexibilité, issu de l'accord Medef-CFDT, veut remettre en cause les droits et garanties des travailleurs, la réforme Peillon sur l'école et l'acte III de la décentralisation menacent l'ensemble des institutions démocratiques de la République.

Pour les travailleurs, pour les jeunes, il y a urgence : il faut bloquer ce déferlement de plans d'austérité d'où qu'ils viennent.

Il y a urgence

- **A stopper les fermetures de services hospitaliers, et les suppressions de postes.**
- **A obtenir la restitution des moyens supprimés, à stopper la privatisation et la complémentarité.**
- **A abroger la loi Bachelot (HPST)**

Il y a urgence.

La dictature de l'Union européenne doit être stoppée. Les plans anti-ouvriers doivent être arrêtés. Le TSCG et les autres traités doivent être abrogés.

POUR LE MAINTIEN DES 8 HOPITAUX DE SEINE- ET-MARNE

COMME HOPITAUX PUBLICS DE PLEIN EXERCICE

AVEC L'ENSEMBLE DE LEURS SERVICES ET DE LEURS MOYENS

NON A LA PRIVATISATION, NON A LA COMPLEMENTARITE

LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT VOUS APPELLE A LA MANIFESTATION

SAMEDI 6 AVRIL 11H Place St Jean à Melun

*Réduit à deux, gériatrie et psychiatrie, suite aux diverses réformes de l'ARS, il voit aujourd'hui la gériatrie en butte à de nouvelles suppressions de postes.

Le PARTI OUVRIER INDEPENDANT ouvre la discussion :

- **Comment réaliser l'unité pour bloquer cette offensive anti-ouvrière ?**
- **Comment aider à réaliser la mobilisation de millions et de millions qui interdira que notre pays connaisse le sort imposé aux travailleurs en Grèce, en Espagne et au Portugal ?**

MEETING DEPARTEMENTAL

Samedi 20 avril 2013, 14h

Avec un membre du Bureau national du POI